



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/9
22 juillet 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Septième réunion

Pyeongchang (République de Corée), 29 septembre-3 octobre 2014

Point 11 de l'ordre du jour provisoire*

PROTOCOLE ADDITIONNEL DE NAGOYA – KUALA LUMPUR SUR LA RESPONSABILITÉ ET LA RÉPARATION : MISE À JOUR

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. Le Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation (ci-après « Protocole additionnel ») a été adopté à Nagoya (Japon), le 15 octobre 2010, au cours de la cinquième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (COP-MOP), par le biais de sa décision BS-V/11. Le Protocole additionnel est resté ouvert à la signature au siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 7 mars 2011 au 6 mars 2012. À la date de clôture, il avait été signé par 51 Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

II. MISE À JOUR CONCERNANT LA RATIFICATION

2. Au moment de la finalisation du présent document, 25 Parties au Protocole de Cartagena avaient déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion au Protocole additionnel, soit les Parties suivantes : *Afrique*: Burkina Faso, Guinée-Bissau, Ouganda; *Asie et Pacifique* : Albanie, Cambodge, Mongolie, République arabe syrienne, Vietnam; *Europe centrale et orientale* : Bulgarie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, République tchèque, Roumanie, Slovaquie; *Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes* : Mexique; *Groupe des États d'Europe occidentale et autres États* : Allemagne, Espagne, Finlande, Irlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède et Union européenne.

3. Le Protocole additionnel entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1.

III. MISE À JOUR CONCERNANT LES ACTIVITÉS PERTINENTES

4. À sa sixième réunion, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques a prié le Secrétaire exécutif de continuer d'encourager les organisations, telles que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), à envisager la préparation d'un guide explicatif du Protocole additionnel (décision BS-VI/11, paragraphe 5). Par conséquent, le Secrétaire exécutif a continué d'encourager les organisations à faciliter la préparation d'un guide explicatif du Protocole additionnel. Cependant, aucune réponse ferme n'a été reçue à ce jour, et des organisations telles que l'UICN ont informé le Secrétariat que leurs efforts n'avaient pas permis de recueillir des fonds suffisants pour entreprendre les travaux en ce sens.

5. Le Secrétariat a également mené à bien des activités visant à promouvoir la compréhension, la ratification et la mise en œuvre du Protocole additionnel. Ces activités ont été entreprises principalement soit dans le cadre des ateliers suivants, soit en parallèle avec ceux-ci : ateliers de formation régionaux sur la sensibilisation et la participation du public; atelier infrarégional de renforcement des capacités pour la mise en œuvre efficace du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques; et atelier régional sur l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques aux mesures nationales, avec l'appui financier du gouvernement du Japon. Il s'agit de :

a) L'atelier régional pour la région Asie-Pacifique sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public en matière de transport, de manipulation et d'utilisation sans danger d'organismes vivants modifiés, Hanoi (Vietnam), du 25 au 29 mars 2013. Le rapport de l'atelier est disponible à l'adresse <http://www.cbd.int/doc/meetings/bs/bswscblmo-ap-01/official/bswscblmo-ap-01-02-en.pdf>

b) L'atelier infrarégional pour la région Caraïbes sur le renforcement des capacités pour la mise en œuvre efficace du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et de son Protocole additionnel sur la responsabilité et la réparation, Saint-Georges (Grenade), du 4 au 8 mars 2013. Le rapport de l'atelier est disponible à l'adresse <http://www.cbd.int/doc/meetings/bch/bchiac-08/official/bchiac-08-02-en.doc>

c) L'atelier régional pour la région Europe centrale et orientale sur l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques aux mesures nationales, Batoumi (Géorgie), du 16 au 20 décembre 2013.

IV. PROPOSITION D'ÉLÉMENTS POUR UN PROJET DE DÉCISION

6. La Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pourrait souhaiter :

(a) Se féliciter de l'engagement des Parties au Protocole de Cartagena qui ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion au Protocole additionnel;

(b) Demander aux autres Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques d'accélérer leurs procédures internes et de déposer leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion au Protocole additionnel le plus rapidement possible, en vue d'assurer l'entrée en vigueur du Protocole additionnel à temps pour la huitième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques;

(c) Demander aux États qui sont Parties à la Convention mais non Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques de ratifier, accepter, approuver ou adhérer au Protocole, suivant le cas, sans plus tarder, afin qu'ils puissent devenir Parties au Protocole additionnel;

(d) D'inviter les Parties et les organisations concernées à verser des contributions financières pour faciliter l'organisation d'autres activités de sensibilisation et de renforcement des capacités et la

préparation d'un guide explicatif, afin d'accélérer l'entrée en vigueur et la mise en œuvre du Protocole additionnel.
